



MONUC

Transcript de l'interview du chef du MLC, Jean-Pierre Bemba sur Radio Okapi

Le leader du MLC a accordé à *Radio Okapi* une interview, le 16 octobre 2002 au cours de laquelle il a fait part de ses réflexions sur le règlement du conflit congolais, le plan Mbeki 1+4 et la mutation de son mouvement, le Mouvement pour la Libération du Congo (MLC) en parti politique.

- ***Radio Okapi*** : L'expression politique au Congo peut-elle s'exprimer autrement que par la voie des armes ?

- **Jean-Pierre Bemba** : En ce qui concerne le MLC, si nous avons pris des armes, c'est par la force des choses. Aujourd'hui, on assiste à une décrispation de la vie politique au Congo. On s'en réjouit, Mais il faut savoir d'où nous venons ! Nous venons d'un système dictatorial qui ne respectait pas les droits de l'homme, qui n'avait aucun avenir pour le Congo, ni pour les Congolais. C'est à l'analyse de tout cela que nous avons été contraints, malgré nous, d'abandonner tout ce qui était confort, famille, biens, pour nous lancer dans une lutte qui vise uniquement la libération du peuple congolais, l'instauration d'une démocratie dans le pays, l'accès aux fonctions suprêmes du pays par les élections et surtout un système de bonne gouvernance qui doit dicter la gestion de ce pays. C'est cela le sens de la prise des armes, parce qu'il n'y avait pas d'autres moyens face à cette dictature féroce qui existait dans notre pays.

On se réjouit aujourd'hui qu'il y ait une décrispation, un dialogue. Je pense qu'on doit privilégier cette voie du dialogue en ce moment pour installer de nouvelles institutions qui devront nous conduire – nous l'espérons – rapidement à des élections pour que le peuple choisisse librement ses dirigeants et dans la transparence. Je pense que le jour où nous arriverons à ces résultats, ce sera également la victoire du MLC.

- ***Radio Okapi*** : Des efforts d'élucidation, de compréhension pose le problème du conflit congolais. Comme un enjeu de mémoire, dans une démarche – je dirais – qui est comme de la reconnaissance mais, jusque là, non assumée par la population. Pensez-vous qu'avec la fracture politique actuelle, cette population pourra comprendre votre combat ?

- **J-P. B.** : C'est peut-être parce que vous n'avez pas le temps de circuler dans les territoires du MLC, mais je peux vous dire que le MLC a commencé son combat à Kisangani, puis a marché sur Buta, Dulia, Aketi, Bumba, Lisala, Gemena, Yakoma, Bondo, Gbadolite, Libenge, Zongo, Imese, Basankusu, Befale, Bolomba ! Si aujourd'hui – la vérité finira par triompher – après le retour des troupes ougandaises, vous vous rendez compte que les hommes qui assurent la sécurité et la défense

du territoire sont des Congolais, c'est que ces Congolais sont issus de quelque part et ce quelque part, c'est la population ! Le MLC a eu, dès les premiers jours, le soutien du peuple. C'est pour cela nous considérons ce combat comme celui du peuple et c'est grâce à ce soutien du peuple que des jeunes gens de minimum 18 ans, ont adhéré massivement à ce mouvement et laissé leurs familles pour venir suivre cette lutte de libération que nous avons menée. Si cette année peut, après 4 ans, se prévaloir de s'appeler une armée, c'est parce qu'elle a eu le soutien du peuple.

- **Radio Okapi** : Vous avez expliqué le sens de votre lutte. Ils ont adhéré, mais ont-ils compris réellement ?

- **J-P.B.** : Je pense bien ! Vous savez, lorsque vous entrez dans une armée, le métier des armes, ce n'est pas un jeu. Vous acceptez de verser votre sang pour votre pays ! Je pense qu'aujourd'hui, je suis très fier des hommes tombés sur le champ de bataille parce qu'ils ont accepté de combattre au péril de leur vie, mais c'était pour une bonne cause, la cause de la libération de notre pays, pour un état de droit, la justice. Nous n'avons pas le droit de trahir l'idéal qui nous a conduits à prendre les armes. Pour rendre surtout hommage à ceux qui nous ont quittés, nous n'avons pas le droit de faire n'importe quoi dans ce pays et nous devons arriver à réaliser ce que nous avons promis au peuple : la liberté, la justice, l'état de droit, le respect des droits de l'homme et une bonne gouvernance au pays. C'est ce que le peuple attend.

- **Radio Okapi** : Vous êtes en droit d'atteindre cet idéal ?

- **J-P.B.** : En tout cas, dans les territoires sous contrôle du MLC, c'est notre objectif permanent. Nous espérons que l'apport du MLC dans la résolution de la crise congolaise fera que les cadres de ce mouvement tant politiques que militaires, continueront, où qu'ils se trouvent, à agir dans ce sens.

- **Radio Okapi** : Votre mouvement, le MLC, s'apprête à se muer en parti politique. La question du leadership ou des divergences politiques ne risque-t-elle pas de se poser au sein de ce futur parti politique ?

- **J-P.B.** : Je ne pense pas ! Dernièrement, il y a eu des journées de réflexion sur l'avenir de notre mouvement. Le débat chez nous, il est permanent, il est ouvert. C'est de cette manière qu'on peut construire un véritable parti fort. C'est un parti qui demain sera amené à s'installer à travers tout le territoire, à faire des alliances avec tous les partis et mouvements politiques. Je pense que la solution demain, c'est plutôt une grande mosaïque autour de laquelle nous devons construire les idées afin de parvenir à bâtir un Congo nouveau. Je ne pense absolument pas qu'il puisse y avoir des contradictions. La force justement d'un grand parti, c'est qu'il puisse y avoir des échanges, des débats d'idées et que ce débat d'idées puisse amener à construire des grandes idées qui vont nous permettre, dans la conquête du pouvoir, de les appliquer pour le bien-être de la population.

- **Radio Okapi** : Dans cette mutation, la question de l'armée se pose. L'armée a une telle emprise dans votre structure qu'il sera difficile de la dépolitiser. Comment réagissez-vous là-dessus ?

- **J-P. B.** : C'est une armée d'abord de libération. Bien entendu, elle s'identifie à un chef, vous ne pouvez l'empêcher, mais je pense que l'Armée de Libération du Congo, notre armée a une place certaine, un rôle à jouer dans la nouvelle armée républicaine de demain. Cette armée républicaine

doit être construite, car une armée ne se construit pas en quelques heures. Cela prend du temps, des années et je pense que les réflexions sont faites dans notre mouvement et les militaires y participent. Ils savent que demain, ils ne vont plus servir le mouvement, mais ils vont servir l'Etat, le pays. Leur mission sera la sécurisation des biens, des personnes, des frontières de ce pays. Avec une nouvelle formation des hommes qui la composent, des cadres, ainsi que des autres armées qui vont fusionner, je crois que la contribution de l'armée du MLC sera très positive dans l'armée républicaine de demain.

- **Radio Okapi:** Vous ne pensez pas que demain ces militaires, ces officiers, ces soldats auront du mal à suivre les instructions de ceux qui vont les diriger, puisqu'ils ont l'habitude d'être dirigés, contrôlés, de recevoir des ordres uniquement de vous

- **J-P. B.:** On se dirige de toutes manières vers un système de commandement unique. Ce sont des hommes disciplinés, qui répondent à des chefs. Bien entendu, si demain je choisis la voie politique, les militaires qui seront ex-MLC répondront au nouveau commandement militaire auquel ils appartiendront.

- **Radio Okapi:** Avez-vous déjà fait votre choix ? Allez-vous rester dans l'armée ou allez-vous effectivement continuer à diriger ce mouvement ou parti politique en tant que président d'un parti, mais qui n'a pas une casquette de Général de division par exemple ?

- **J-P.-B. :** Je pense de toute manière continuer à diriger le mouvement qui deviendra un parti politique et ceux qui voudront continuer dans l'armée le feront. Le système vers lequel nous tendons pour le contrôle de la défense sera le Conseil supérieur de la défense qui aura la mission précise de pouvoir construire l'armée de demain. Donc, indirectement, j'aurais toujours un oeil, non pas sur l'armée du MLC, mais sur l'armée républicaine, l'armée unique du Congo de demain.

- **Radio Okapi:** Pensez-vous que la tâche sera aisée pour vous demain, surtout quand on sait que le fonctionnement du MLC passe pratiquement par une seule personne, c'est-à-dire vous, et qu'une fois devenu parti politique il faut accepter un débat d'idées ?

- **J-P.B :** Ce n'est pas exact ce que vous dites. Dans le MLC, il n'y a pas de confusion au sommet du mouvement. Il y a des structures. La gestion administrative du mouvement est entre les mains du Secrétaire Général. La gestion militaire de l'ALC, l'armée, est entre les mains du Chef d'état-major général. Il y a un état-major, G1, G2, G3, G4, G5 qui le dirigent. Il y a également des secteurs militaires sous son contrôle. Les rapports et les décisions se font au niveau de l'état-major et en tant que commandant en chef, je suis directement impliqué. Le Secrétaire Général gère l'administration du territoire. C'est quand même un système de large décentralisation que nous avons mis en place dans la gestion des territoires du MLC

- **Radio Okapi:** Concrètement, la contradiction est-elle acceptée au sein du MLC ?

- **J-P B. :** Il faut poser la question aux membres du MLC. La contradiction doit exister. Ce n'est pas un système de pensée unique. Le débat d'idées s'effectue. Je vous ai dit que la semaine passée, il y a eu des journées de réflexion. On pourra vous montrer les résolutions qui ont été prises. J'avais

d'autres occupations, je n'y avais pas participé moi-même, mais j'ai pris acte des décisions prises au cours de ces journées. Ces décisions sont pour le MLC force de loi et elles seront suivies.

- **Radio Okapi** : Et cela vous engage ?

- **J-P B.** : Bien sûr, cela m'engage absolument ! Je dirige un mouvement et la gestion des hommes fait que je dois me rallier à la majorité des décisions prises au niveau du mouvement.

- **Radio Okapi** : Les enjeux politiques actuels nous amènent à parler des différents accords. Dans la dynamique actuelle, est-ce que votre mouvement a une bonne marge pour soutenir un accord global ?

- **J-P B.** : Nous nous sommes inscrits depuis l'Accord de Lusaka puisque nous en sommes signataires pour trouver une solutions aux problèmes du pays et instaurer un nouvel ordre politique, avec de nouveaux animateurs, de nouvelles institutions. Nous avons négocié l'Accord de Sun City, lequel a permis quand même l'ouverture du fleuve, la libre circulation des personnes et des biens, a permis à des compatriotes exilés, faute au pouvoir de Kinshasa de pouvoir les laisser rentrer au pays, une certaine décripation entre les mouvements rebelles et le gouvernement de Kinshasa. A l'époque, le RCD n'avait pas signé l'accord de Sun City. Aujourd'hui, le gouvernement de Kinshasa s'est rebiffé une fois de plus dans les accords qu'il a signés. Nous avons pris acte de cela et disons que de toute manière, en tant que signataires des accords de Lusaka, nous allons nous inscrire dans un accord global qui montrera que nous sommes pour la réunification totale du territoire, des armées, des administrations et que nous ne serons pas un blocage à ces négociations. Nous voulons une solution équitable, équilibrée, qui va permettre à chaque composante - il y en a 5 au Dialogue Intercongolais - de ne pas être lésées. C'est-à-dire que nos principes sont : personne n'a gagné la guerre, personne n'a perdu la guerre dans le pays. Il n'y a pas de légitimité dans ce pays. Nous la recherchons à travers les accords qui vont venir.

- **Radio Okapi** : Solution équitable et équilibrée, qu'est ce que cela veut dire pour le MLC?

- **J-P B.** : Une solution équitable et équilibrée, c'est une solution qui fait que personne ne peut prétendre avoir un nombre supérieur ou une primauté dans les institutions à venir, personne ne peut avoir à utiliser sa position pour influencer les échéances électorales à venir durant la transition. C'est ce que nous appelons une solution équitable et équilibrée.

- **Radio Okapi** : Dans l'idée d'arriver à un accord global, le Président sud-africain, Thabo Mbeki, a proposé un plan, le plan 1+4. Ce plan vous convient-il ?

- **J-P B.** : Le médiateur officiel, jusqu'ici, c'est Moustapha Niasse que nous attendons ici la semaine prochaine. Je ne sais pas si ce plan est un plan officiel. Jusqu'à preuve du contraire, nous attendons M. Niasse avec qui nous allons discuter de l'avenir de ce pays. Mais d'ores et déjà, je peux vous dire que nous voulons une solution totale et équilibrée. Il n'y a aucune raison pour qu'une raison, quelle qu'elle soit, et en l'occurrence ici, le gouvernement de Kinshasa qui est une composante à statut égal, selon les Accords de Lusaka, puisse s'arroger un nombre supérieur aux autres dans l'institution présidence. Deuxièmement, nous pensons que c'est une structure qui n'a jamais été expérimentée, qui à notre avis, pourrait constituer une source de germe de conflit qu'il pourrait y avoir au sommet

de l'Etat. Je pense que le Congo veut la paix, il ne veut plus la guerre. Il ne faut pas qu'on aille dans des structures fabriquées par des personnes assoiffées de pouvoir, qui veulent simplement garder des privilèges qu'ils ont aujourd'hui afin de pouvoir se créer une immunité au sommet de l'Etat ! Je ne veux pas nommer les personnes ambitieuses qui veulent le titre de vice-président. Mais je veux dire que la paix, nous la voulons, mais pas à n'importe quel prix ! Nous ne voulons surtout pas des schémas qui amènent des conflits dans le pays, encore moins dans la capitale.

- **Radio Okapi** : 1+4, germe de conflit, à quel niveau exactement ? Peut-on avoir des précisions là-dessus ? Qu'est-ce qui vous inquiète, qu'est-ce qui vous fait peur ?

- **J-P B.** : Vous avez une structure avec cinq personnes à la présidence : un président et 4 vice-présidents. Ne pensez-vous pas que c'est beaucoup et trop à la fois pour gérer la présidence de la république ? Je pense que cela pourrait être allégé afin qu'on puisse éviter des conflits ! Vous savez que plus il y a du monde dans un espace, plus probables sont les conflits. C'est pour cela que je dis qu'il faut alléger la structure. Ce que nous recherchons ici, c'est qu'on aille rapidement aux élections pour que la population ait l'occasion de se choisir des dirigeants à tous les niveaux. Je pense qu'en ce moment là, la paix, l'unité et la stabilité reviendront totalement dans le pays.

- **Radio Okapi** : Vous ne voulez pas de plan, qu'est ce que vous proposez finalement ? Moustapha Niasse arrive la semaine prochaine. Qu'allez-vous lui dire ?

- **J-P. B.** : Nous avons aussi des propositions. Permettez-nous d'en garder la primeur pour Moustapha Niasse. Nous les rendrons publiques à l'issue de la réunion que nous aurons avec lui. Nous ne sommes pas là pour bloquer le processus. Nous serons très constructifs. Les propositions que nous ferons à M. Niasse visent à trouver une solution rapide pour sortir le pays de la crise politique dans laquelle nous sommes plongés aujourd'hui depuis plus de quatre ans et demi.

- **Radio Okapi** : Dans les territoires que vous administrez aujourd'hui, on a assisté au retrait des troupes ougandaises. Qu'avez vous hérité de cette force ougandaise à Gbadolite et dans les autres groupes que vous contrôlez ?

- **J-P. B.** : Ce n'est pas un secret. Nous avons bénéficié de l'assistance logistique, en formation, des troupes ougandaises, de l'assistance de nombreux instructeurs dans tous les territoires qui ont permis de montrer l'infanterie, les services de renseignements, qui ont permis de monter toute la structure de notre armée. Cela dit, nous sommes très reconnaissants, parce qu'aujourd'hui, après quatre ans et demi, nous pouvons dire que nous avons réussi à monter une armée au sein du MLC. Les dernières unités qui ont quitté étaient en fait un bataillon qui était là depuis la dernière année. Nous étions restés avec un seul bataillon. Ce qui montre que la sécurité du territoire du MLC ne dépendait pas des forces ougandaises. Celles-ci ont contribué à la formation de la capacité militaire du MLC.

- **Radio Okapi** : Pour votre avenir, si on vous demandait de passer cette période de transition sans occuper un poste quelconque, êtes-vous prêt à le faire, juste pour le souci du peuple congolais ou de régler le conflit congolais ?

- **J-P. B.** : Si vous me dites que c'est le prix à payer pour avoir des institutions démocratiques et que vous me donnez la garantie que nous irons aux élections à travers ce système, je dirai oui. Nous ne nous sommes pas battus pour un poste ! Notre objectif est que nous allions vers un ordre institutionnel nouveau, des animateurs politiques qui vont pouvoir diriger ces institutions et que surtout nous ayons la garantie que nous irons aux élections et que ce pays sera géré dans la bonne gouvernance et dans la plus grande transparence, que les dirigeants vont rendre compte au peuple de ce qu'ils font de ce pays, si vous me garantissez que sans notre participation, cela pourrait arriver, très bien !

- **Radio Okapi** : Votre appartenance au Front de Libération du Congo vous a permis de contrôler un moment donné l'Ituri. Aujourd'hui que vous déclarez soutenir le RCD/N, n'est-ce pas une manière de dire que vous souhaiteriez reconquérir cette partie du pays, en procédant à une opération de séduction politique ?

- **J-P. B.** : Il est vrai que je suis attaché à la population d'Ituri, parce que j'ai vécu ses souffrances lorsque nous avons participé à la pacification de cette partie du territoire très vaste et très peuplée. J'ai vu les injustices menées contre ces populations. Nos frères de l'Ituri ont besoin de paix. Les tueries qui se passent là-bas sont injustifiées. Elles sont l'œuvre d'irresponsables politiques, de criminels qui favorisent l'armement d'une tribu au détriment d'une autre. Je trouve cela très ridicule. Effectivement, vous apprendrez que je vais être très impliqué pour la restauration de la paix et de la sécurité dans l'Ituri. Cela ne se fera pas nécessairement de la manière forte, mais par la négociation et le dialogue.

- **Radio Okapi** : Une certaine opinion pense que vos ambitions personnelles risquent d'hypothéquer l'avenir du MLC. Comment réagissez-vous ?

- **J-P. B.** : Mes ambitions personnelles vont hypothéquer l'avenir du MLC ? C'est la première fois que je l'entends ! Je pense que c'est une contradiction parce qu'aujourd'hui, le MLC est un mouvement dont les cadres sont soudés, unis, déterminés. Cela fait quatre ans que cela dure. C'est le seul mouvement au sein duquel vous n'avez pas vu tous les ans ou les deux ans des changements à la tête – je parle également du gouvernement de Kinshasa – c'est une démonstration de l'unité et de la détermination de ce mouvement.

- **Radio Okapi** : Vous avez eu comme partenaire l'Ouganda, je crois qu'il l'est toujours. Vous avez eu des alliances. Ne vous empêchent-elles pas de privilégier l'intérêt général des populations, en voulant toujours servir le parrain, en ne voulant pas trop le décevoir pour sauver son propre avenir ?

- **J-P. B.** : C'est mal connaître le MLC. Le MLC ne dépend pas de l'Ouganda, ne respire pas par l'Ouganda. Nous avons une très grande indépendance vis-à-vis de notre allié que nous respectons. Lorsqu'au début, j'ai demandé au président Museveni de nous aider à monter une armée, ce n'était pas pour vendre le pays. La preuve aujourd'hui est qu'après quatre ans aujourd'hui de lutte, le territoire du MLC est géré par des cadres congolais. Jamais un cadre ougandais n'a géré un territoire du MLC. La défense et la sécurité se font par des Congolais. Il n'a jamais été fait par des Ougandais ! Le départ de toutes les troupes étrangères, nous nous en réjouissons aujourd'hui, car un grand effort a été fait par la Namibie, l'Ouganda, aujourd'hui par le Rwanda, j'espère par le

Zimbabwe et l'Angola également. Avec ce départ, on laisse aux Congolais le soin de régler leurs problèmes entre eux.

- **Radio Okapi** : Vous vous êtes entretenus avec nous en tant que Général de division ou de président du MLC ?

- **J-P B.** : Le président du MLC gère la branche politique et la branche militaire. Au niveau militaire, en tant que commandant en chef, j'ai ce titre de Général de division et en tant que président du MLC de la branche politique, j'ai le titre de président. Ce sont donc les deux casquettes.

- **Radio Okapi** : Monsieur Jean-Pierre Bemba, merci.

Propos recueillis par Vianney Musumbi